L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 29 NOVEMBRE 1836.

William H. Wharton, ministre plénipotentiaire de la république du Texas près du gouvernement des E. Unis, est arrivé hier, avec sa famille, et le M. Boyd son secrétaire, à bord de la goélette César; il doit se rendre immédiatement à Washington.

Nous ont dire que le ministre a des instructions amples et qu'il est revêtu de pleins pouvoirs pour traiter à la reconnaissance de l'indépendance du Texas et de son annexation aux Etats-Unis. Nous avons lieu de croire que ses efforts seront couronnés de succès.

LE TARIF.

Le délai fixé par la Constitution des Etats-Unis pour l'ouverture du Congrès général. Au premier coup d'œil l'ensemble de ce tableau semble avoir un degré d'importance qu'avait celle de la session dernière. En effet, la question de l'indemnité a été jugée d'une manière définitive, et nos relations commerciales et politiques étant rétablies sur les bases solides avec la France, le peuple américain a vu se dissiper de ces craintes, bien fondées du reste, qui avaient fait naître l'idée d'une guerre désastreuse entre les puissances les plus formidables du vieux monde. Il ne voit plus dans le nouveau message du président un document qui ne doit rouler que sur des intérêts purement de famille, et dans les actes du Congrès, que des mesures propres à développer les ressources territoriales du pays et à maintenir la stabilité tant au dedans qu'à l'étranger.

Les Américains ont cela de particulier que rien que de grands événements ne saurait agir sur leur caractère naturellement phlegmatique; et tandis que nous (l'opinion du peuple se prononcer en Europe en faveur surtout) sur les moindres actes du gouvernement, au contraire, livrés exclusivement à leurs représentants, laissent voguer la barque publique au gré du vent qui l'entraîne, et confians dans la sagesse de l'institution et de leurs lois générales, ils se maintiennent dans cette opinion ferme et invariable que les mandataires ne peuvent pas dévier de la ligne tracée, et que tout ce qui leur est permis faire ne peut avoir qu'un but permanent — le bonheur de la nation. Que si par hasard ils sortent de ces bornes, et deviennent des hommes tout à fait vicieux: lorsque la question des élections vient, les deux partis (les whigs et les démocrates) en profitent pour un temps on les voit remuer ciel et terre pour faire réussir leur cause respective; mais aussitôt une fois terminée, ils redeviennent comme agriculteurs, artisans &c. et forment de cette chaîne immense qu'ils avaient momentanément brisée et qui unit toutes les professions, tous les métiers, les uns avec les autres.

Il est bien sûr néanmoins du degré d'apathie que le peuple américain pour la prochaine session du Congrès, on ne saurait se dissuader que des mesures de la plus haute importance n'y seront agitées et celles ne méritent en cela l'attention particulière de toutes les classes de la population.

Le nombre de ces questions dont la vitalité s'est manifestée, nous citerons celle du tarif, nouvelle réduction y est projetée; et tout en admirant la prospérité des Etats Unis et qui permet au gouvernement général de mettre en œuvre tout ce qui peut soulager le peuple du poids des contributions, nous pouvons nous dispenser de manifester nos craintes que cette réduction ne soit trop prématurée, et qui regarde l'ensemble de la nation et les ressources nécessaires à sa conservation et propres à lui assurer ses destinées futures, ou trop inférieure ou ce qu'en s'opérant sans que l'on ait mis en balance les ressources manufacturières ou autres des différentes parties du pays, il pourrait arriver que l'effet qui pour résultat de favoriser tel état au préjudice de tel autre.

Il est bien clair, qu'il nous soit permis de douter qu'une réduction dans le tarif doive avoir infailliblement pour résultat de diminuer le poids des contributions indirectes. Il est clair, ce doute s'explique assez naturellement, si l'on réfléchit qu'une semblable réduction peut avoir pour conséquence des demandes réitérées des gouvernements étrangers; qui retirent moins du pair de leurs denrées aux Etats Unis, ne paraissent jusqu'à ce qu'en résultera ne sera pas tout avantageux seulement pour la nation qui l'a obtenue? Citons pour exemple la question des étrangers. Qu'une réduction se fasse en faveur de cette denrée qui sera le bon marchand? Les colonies espagnoles, qui se plaignent qu'elles ne peuvent vendre leurs produits, ne parlent du sucre qu'en faisant usage à la lettre, ne serait-ce pas en vain à tout jamais le pays, et l'empêcher de se relever sur ce pied respectable qu'exigent l'étendue et l'importance de son commerce, ainsi que sa position, et que parmi les nations les plus puissantes dont elle doit devenir un jour une des premières rivales? Nous ne supposons du moins, et si l'on songe un moment à l'état de notre marine, qui ne se compose que de sept à huit vaisseaux de ligne, une douzaine de frégates, autant de corvettes, quelques bricks et goélettes, et d'un nombre très limité de cotres (revenue cutters) et d'un nombre très limité de cotres (revenue cutters). Si l'on réfléchit en outre que nous avons à peine d'une défense convenable sur tous les points de notre frontière, ce qui exige la construction d'une chaîne de forts assez et de renforcer d'année en année le chiffre de l'armée en raison de l'attitude hostile qui semblent prendre la plupart des tribus indiennes, et de l'intérieur, soit de l'extrême ouest, on en conviendra que le gouvernement a encore des millions à dépenser pour des choses de première nécessité, pour ces objets tout à fait de défense territorale. Et si nous ajoutons à ces millions ceux que réclament du congrès le chapitre des améliorations, tels que la jetée des ports de mer et des rivières propres à diminuer des communications d'un point à l'autre des Etats Unis, on se persuadera en outre de cette vérité, qu'avant de chercher à établir un équilibre parfait entre les revenus et les dépenses de la nation, il faut avoir préalablement satisfait à tous les besoins du pays, et avoir placé dans une telle position que dans les circonstances imprévues et calamiteuses, le gouvernement ne soit pas obligé de recourir à des emprunts et par suite, à des contributions directes sur la masse du peuple pour faire face à ses dépenses forcées.

(A continuer.)

De l'annexation des Texas à l'Amérique Unie.

Nous avons rendu compte samedi dernier dans la partie anglaise de notre feuille des résolutions présentées au Congrès Texien par une commission qui avait été nommée à l'effet de faire un rapport sur les moyens d'effectuer la réunion de la République des Texas à la fédération américaine, en même titre que les autres Etats qui la composent.

Laissant de côté l'enthousiasme que nous avons pu montrer pour une masse de citoyens que nous avons pu considérer comme les défenseurs d'une constitution qu'ils avaient jurée et qu'ils voyaient fouler aux pieds par un pouvoir arbitraire et sans que la Nation Mexicaine eut été légalement consultée, laissant de côté la question si longtems débattue du principe sur lequel s'appuie toute constitution c'est-à-dire la foi jurée par les gouvernans comme par les gouvernés et qui les lie réciproquement par un même pacte. Abandonnant enfin toute discussion sur le bon droit des uns ou des autres, c'est sous un tout autre aspect que s'offre aujourd'hui la question des Texas. Il convient donc de la traiter sans passion et de l'envisager sous le rapport seul de son annexation aux E. Unis. Nous

forons bon marché au lecteur de toute polémique antérieure en l'engageant à ne tenir de toute préférence qu'autant qu'elle lui aura opinion vouées qu'autant qu'elle lui aura opinion trop positive et à vouloir bien nous guider sur la nouveau terrain où nous nous plaçons. De nouvelles considérations doivent amener de nouveaux développemens et si par fois ils ne se rencontraient pas toujours d'accord avec ceux où nous serions entrés antérieurement que l'on en tire pas de conclusion défavorable, car nous le répétons la question est tout autre puisque nous avons à examiner les avantages ou les inconvéniens d'un acte d'où dépendent, on pourrait presque dire, les destinées de deux peuples; et puisqu'à présent on a considéré l'émancipation des Texas dans ses rapports avec le Mexique, ce fait une fois consommé, nous avons maintenant à l'envisager en vue des intérêts de notre propre pays au moment où nous annonçons l'adoption des résolutions dont nous avons donné l'exposé samedi, au moment même où le ministre plénipotentiaire de la république émancipée vient de débarquer dans notre port, chargé de porter à Washington la demande de hier les Texas au faisceau glorieux de l'Union.

Nous croyons donc le moment arrivé de traiter un sujet qui ne pouvait l'être, à notre sens, quand il n'était qu'hypothétique. Mais, dès qu'il prend une consistance réelle, il entre dans le domaine de la discussion, où nous pensons qu'il soulèvera plus d'une question grave, et qu'il éveillera l'attention de plus d'un publiciste. Placés, on enfans perdus, sur la frontière du pays dont la demande en aggrégation va exercer tant d'influence sur la politique intérieure des Etats Unis, qu'il nous soit permis de présenter des premiers, notre façon de voir sur les différentes phases que l'on peut envisager dans un événement d'une si grande importance.

La réunion des Texas, à la fédération américaine, touche à des intérêts majeurs; et, placés où nous sommes, nous devons l'examiner sous plus d'une face. Il nous convient de la présenter dans ses rapports avec les intérêts généraux de l'Union Américaine; dans ceux de la Louisiane; et, finalement, dans ceux de la ville même de la Nouvelle Orléans.

La possession d'une belle province n'est pas indifférente pour un grand peuple, et sous ce premier rapport, la réunion des Texas ne présente que des avantages. Le climat y est tempéré, plus égal qu'en aucune partie de l'Amérique; la région supérieure en est fertile et bien boisée; celle qui avoisine la mer possède, dans plusieurs localités des terrains propres à la culture des produits coloniaux, et plusieurs rivières praticables pour les bateaux à vapeur, en font l'un des pays les plus favorables à l'agriculture et au commerce; pays, qui n'attend, pour le développement de tant d'avantages, que la protection d'un gouvernement éclairé. Nous ne prétendons pas nous jeter dans un passé qui ne présente que des désastres; nous parlerons du moment actuel; et nous demanderons si tant de dons naturels sont susceptibles d'être cultivés par le Mexique; et si la nature même des choses ne rendrait pas inutiles la bonne volonté que l'on voudrait supposer dans l'avenir à son gouvernement. L'Etat de Texas, séparé de la métropole par d'immenses distances, et par des contrées presque entièrement désertes, pouvait espérer, comme Etat fédéral, de se créer par lui même une existence agricole et commerciale avec l'appui de son gouvernement local; mais le pacte fédéral mexicain une fois déchiré par l'épée de Santa Anna, que pouvait espérer de protection une province éloignée, dont la population, amenée par un système absurde de colonisation, différait par son langage, par ses mœurs, et surtout par sa religion, de celle de la mère patrie. Qu'attendre des procounsuls qu'y eût envoyés un gouvernement arbitraire? C'est précisément ce qu'ont senti les Texiens, lors de la centralisation de la république mexicaine; centralisation qui n'était qu'un prétexte à peine dissimulé, pour faciliter à Santa Anna l'accès au trône d'Iturbide.

Dans un tel état de cause, à tort ou à raison, les Texiens ayant tout à redouter, et rien à espérer, de la métropole, ont protesté contre la violation de la constitution de 1824. On les a menacés, et l'exemple de Zacatecas leur faisait sentir les conséquences d'une menace de Santa Anna, ils se sont armés pour se défendre d'un traitement si barbare éprouvé pour la défense de la même cause. Dès lors, l'indépendance devenait une nécessité pour les malheureux Texiens; et, coupables ou non, pour avoir secoué un joug odieux: ils sentaient qu'ils avaient à soutenir une guerre d'extermination, dont les premiers actes de Santa Anna n'ont que trop démontré l'intention.

Une suite de fautes, tout en mettant en évidence l'impéritie du chef l'ont conduit à sa perte, l'ont livré aux mains de ceux dont il avait entreprit la destruction: et ces fautes ont consommé une séparation que nous considérons comme définitive. C'est, pour nous, un fait accompli; et c'est de ce point que nous devons partir pour nous occuper, non plus du droit que peut avoir un peuple, ou une fraction de peuple de se soustraire, comme l'a déjà fait depuis longtems le Guatimala, à un insupportable despotisme, mais bien des motifs qui peuvent engager un voisin puissant à tendre la main, et à recevoir sous son égide une population sortie de son sein qui désire se mettre à l'abri de vengeances absurdes et barbares, pour s'élever au niveau des Etats laborieux qui l'avoisinent. L'avantage est grand, sans doute, pour les Texiens, qui y trouvent à la fois la garantie de leur existence personnelle et celle d'un avenir prospère: mais, en est-il de même pour l'Union américaine?

Nous avons déjà montré, dans les Texas, un territoire fertile et bien arrosé, nous avons parlé d'une population identique avec celle de l'Union; et, sous ce point de vue, personne ne contestera l'utilité d'une semblable extension. Elle établit d'ailleurs un système de limites régulier; et, le Rio Bravo del Norte séparant désormais les possessions américaines des Mexicaines, toute dispute de délimitations, toute chicane qui tendrait à brouiller les nations cesseraient d'elles mêmes. Le désert qui s'étend à l'Est de ce fleuve garantirait le nouvel Etat des agressions d'une population ignorante et fanatique; et rien ne s'opposerait plus aux progrès d'un Etat si riche de sol. Cependant, si de tels motifs militent en faveur d'une aggrégation dont les effets deviendraient un jour si favorables, dans le sens commercial et industriel, d'autres raisons tout aussi péremptoires ne s'opposent-elles pas à un acte qui pourrait mener à des conséquences plus ou moins fâcheuses.

En effet, des voix nombreuses se sont élevées contre l'extension indéfinie que prend notre fédération; et, se basant sur une sorte d'axiôme qui condamne les Etats trop vastes à une dissolution plus ou moins instante, ils en concluent que ce serait tendre de plus en plus vers ce terme fatal, que d'annexer les Texas à l'Union américaine. On pourrait objecter à ces fâcheuses prévisions le système fédéral lui même qui, laissant chaque Etat libre d'adopter ses lois aux besoins des peuples et des localités, n'est pas susceptible d'éprouver, comme le serait une monarchie, les inconvénicns d'une trop grande extension. Du reste, cette question a été traitée par des publicistes du premier ordre, et nous nous garderons d'essayer de la résoudre aussi superficiellement que le comporterait un article de journal.

Admettant, quant à nous, pour réels les avantages de l'annexation des Texas, d'après les motifs que nous avons exposés qui tiennent à l'utilité générale; nous aurons à étendre nos considérations sur l'effet qu'une telle réunion produira sur les cabinets étrangers. Nous concevons qu'en Europe des puissances rivales se gendarment contre le moindre changement apporté aux circonscriptions connues, et que chacune d'elles mette tout en œuvre pour maintenir une prétendue balance qui n'est du reste qu'un privilège au profit du plus fort. Mais dans une cause où les rivalités n'ont rien à faire; dans une circonstance où il s'agit de sauver du glaive vengeur une population de cent mille pauvres cultivateurs qui peuvent avoir tort ou raison selon les opinions qu'on s'est faites sur la liberté des masses; dans des circonstances où l'humanité doit parler plus haut qu'une mesquine ou jalouse politique, nous accordons trop de lumières aux gouvernemens des deux grandes nations que cela peut intéresser plus particulièrement pour croire qu'elles voulussent s'interposer entre les Texiens et l'Amérique unie pour maintenir les premiers sous un joug devenu insupportable et qu'elles voulussent prendre fait et cause pour une nation dont elles n'ont reçu qu'insultes ou dénis de justice. L'intérêt bien entendu de la France et de l'Angleterre consiste dans la propagation du commerce, et l'on ne saurait douter que les Texas restant aux mains des Mexicains, ce beau pays ne redevînt un vaste désert dont aurait disparu noyée dans le sang une population naissante; et dès lors que devieraient le commerce et l'industrie? N'a-t-on pas assez d'exemples de l'esprit de désordre et d'anarchie qui règne sur le Mexique en particulier pour ne pas vouloir arracher les Texas à de semblables destinées: qu'importe à l'Angleterre, qu'importe à la France, que cette province soit un Etat fédéral du Nord, ou lieu d'être un Etat fédéral du Sud, si le commerce y devient florissant et si la population qui affluera chaque jour consomme des produits européens qui ne trouveraient nul débouché dans un désert livré aux nations antropophages qui l'habitaient il y a à peine vingt ans? Certes, la raison, l'humanité, résoudront le problème et deux grandes nations n'iront pas se commettre dans une guerre désastreuse à leur commerce, pour empêcher le progrès d'une belle province, et pour faire rentrer dans la barbarie quelques millions d'acres d'une terre jusqu'à présent improductive; mais qui promet au commerce européen les plus riches échanges.

Si donc, la guerre européenne n'est pas à redouter il nous reste à rassurer les esprits timorés sur la guerre à soutenir contre le Mexique. Il faudrait avoir bien peu réfléchi sur la situation morale, et sur les ressources militaires de ce pays là, pour concevoir la moindre inquiétude sur les menaces de son gouvernement. La campagne contre Zacatecas avait coûté de grande efforts, et la volonté despotique de Santa Anna seule put amener le Congrès à voter de nouveaux sacrifices pour entreprendre la guerre des Texas. L'organisation de l'armée, sous le rapport du matériel surtout, avait entraîné à des dépenses dont à peine on pourra apprécier le chiffre quand on saura que les boulets y étaient payés $3 50, attendu que, faute de fonderies le fer, on les coulait en cuivre! Les provisions de vivres avaient épuisé le pays, et l'on avait été forcé, pour les tirer du dehors, de traiter avec une maison de commerce bien connue en lui abandonnant des privilèges de douanes aussi ruineux pour le trésor que pour le commerce; privilèges qui faisaient monter à un taux exhorbitant les approvisionnemens de l'armée. Mais les ravages exercés dans les provinces que traversaient les troupes anéantirent l'agriculture, et ruinèrent une immense contrée, et ce fait seul empêcherait d'entreprendre une nouvelle guerre. Onze mille mulets enlevés aux transports, et aux travaux ordinaires, ont péri dans les déserts et dans les marais: le matériel a été presque totalement perdu dans la retraite; et le général Arago, l'homme le plus probe et le plus instruit dans les affaires de cette fatale campagne, puisqu'il y était major général, assurait, peu de jours avant sa mort, que tout soldat qui avait fait la guerre des Texas préférerait être fusillé plutôt que d'y retourner. Il est donc physiquement impossible que, d'ici à longues années, le Mexique entreprenne rien contre les Texas unis à la Fédération Américaine; et, quand on songe que trois frégates, en bloquant les ports du Golfe, tariraient les sources de vitalité du gouvernement mexicain, en le privant du revenu des douanes, qui sont l'unique ressource du trésor public, on s'étonne qu'il y ait encore des *croyans* qui redoutent une guerre mexicaine. Si donc il n'y a pas de guerre possible, soit avec l'Europe, soit avec le Mexique, qui pourrait s'opposer à une réunion qui offrirait d'ailleurs des avantages indubitables?

Nous avons présenté ces considérations qui se sont offertes de prime abord sur l'utilité ou sur les inconvéniens d'une réunion, sous le rapport de l'intérêt de l'Union Américaine; et nous nous réservons de traiter successivement cette même question, sous le point de vue des intérêts de la Louisiane, et ensuite de ceux de la ville de la Nouvelle Orléans.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

—Une des nouvelles les plus importantes que nous ayons reçues de Paris, est celle que le gouvernement français a pris une résolution définitive concernant la légion qu'on organisait à Pau et que l'on songeait à la dissoudre. Un détachement déjà en route pour joindre le général Lebeau a reçu contre-ordre par le télégraphe. Nous avons à Londres un parti qui ne manquera pas de blâmer le gouvernement français; cependant on pourrait le justifier en quelque sorte par ce fait qui coïncide avec la nouvelle que les proscrits espagnols, jusqu'aujourd'hui amis de la reine et du statut royal, font maintenant cause commune avec les carlistes. La distance entre les deux grands partis politiques qui divise l'Espagne, est devenue plus large et plus distincte. Il ne s'agit plus de la succession au trône, il s'agit de principes politiques. Nous ignorons si le gouvernement de la France ou de l'Angleterre s'est engagé à soutenir l'un ou l'autre des deux partis politiques qui combattent pour la domination en Espagne. En concluant le traité de la quadruple alliance, les deux gouvernemens ont eu pour but de soutenir la reine, d'assurer autant que possible en Espagne l'établissement d'un gouvernement qui promit d'accomplir paisiblement toutes les réformes commandées par les circonstances; et l'on n'a pas atteint ce but, c'est aux Espagnols à en juger. Mais leur conduite a du moins mis un frein puissant aux horreurs d'une révolution précipitée et violente. On ne pouvait prévoir l'ineptie de Martinez de la Rosa: la présomption molle et indolente de Toreno, la témérité d'Isturitz et l'absence totale de talens et d'énergie dans la plupart des généraux espagnols. La faiblesse et les lumières bornées de presque tous les chefs politiques et militaires, ont fait avorter tous les calculs, toutes les prévisions des ministres de France et d'Angleterre, et leur a ôté tous les moyens d'accomplir leur bienveillante intention d'aider à réformer l'Espagne en empêchant la révolution. Maintenant que les partis en sont venus à un conflit de principes politiques, et qu'il est bien reconnu que les vœux bienveillans des deux puissances ne peuvent plus s'accomplir, c'est une question fort grave de savoir s'il est encore prudent pour la France et l'Angleterre de soutenir l'un ou l'autre parti. Dans ces circonstances, sans nous permettre la moindre conjecture sur la conduite que suivront ces deux puissances, nous pensons qu'elles n'encourront le blâme de personne en laissant désormais les espagnols vider eux-mêmes leur querelle et en prenant la ferme résolution de renoncer à toute intervention. *(Courier.)*

Correspondance particulière du Journal du Havre.

PARIS, 7 octobre.

Je vous disais donc que rien n'est plus obscur que ce honteux épisode de conseil, espionnité en Suisse on ne sait par qui, et j'ajouterai que les journaux ministériels augmentaient encore cette obscurité, tant ils craignent d'incriminer les ministres, leurs patrons, ou de blesser même de plus hautes responsabilités. L'histoire seule de cette enigme, encore n'est ce pas certain.

Devenue tout à coup plus démocratique, à l'exemple de la France de 1830, la Suisse a eu le très grand tort, aux yeux de nos gouvernans, de ne pas régler son thermomètre de liberté sur le nôtre, lequel grâce à nos doctrinaires, redescent peu à peu vers zéro. Mais n'avait tout ses espérances et libérale qu'elle le fut après juillet, la Suisse s'emble ainsi la critique vivante du système juste milieu, par qui nous sommes gouvernés, outre qu'elle donne refuge et sympathie aux français exilés volontairement ou proscrits par l'ordre de choses actuel, qui redoute leurs complots, et leur voisinage. Delà, des représentations des plaintes et des exigences sans fin de la part du gouvernement français.

Si encore tous les cantons suisses montraient ou la même fermeté ou la même soumission, le débat serait de courte durée. Mais si le canton de Zurich ou celui de Berne consent à l'extradition d'un réfugié, vite le canton de Vaud ou celui d'Argovie le réclame et le protége. Le résultat de chaque diète n'est pas plus unanime. Le *conclusum* adopté par Bâle et Neufchatel, Vaud les repousse, St Gall y désobéit. Vaud refuse même aujourd'hui de nommer un député à la diète extraordinaire, où doit être examinée la note que M. de Montebello vient de signifier à la république fédérative.

Maintenant, la France et la Suisse paraissent brouillées; on se boude de part et d'autre comme dans beau loup de ménages, d'ailleurs excellens. On se fait des yeux d'un air irrité, on se tourne le dos sans rien dire: mais ennemis l'est-on! Ma-t-la guerre, pense-t-on s'en déclarer? Non Dieu, non. Si ce n'était l'amour propre, on se serait déjà embrassé, déjà fraternellement serré la main, et c'est ainsi que tout finira bientôt.

Il est vrai qu'on parle de blocus, mais la France n'a nul dessein de l'effectuer. Notre rôle se bornera ainsi que je vous le disais dernièrement à laisser agir les allemands, si désireux d'envahir quelques coins de cantons. Jusqu'ici, qui les a arrêtés? ceux-ci, nous seuls et toujours; et il est bien probable que nous le permettrons pas à ces Germains, envoyés par l'inaction, d'humilier la Suisse de leur présence.

Je vous dirais plus, et non sans renseignemens exacts, c'est que la note de M. de Montebello n'a été mise en avant que pour conjurer un affront. La diète avait décidé d'envoyer à Paris les documens de l'affaire Conseil; une fraction de cette assemblée voulait en outre que l'ambassadeur reçut un congé officiel; alors qu'allait la France? Elle a voulu par sa note un directoire conjurer une menace par un défi solennel. Car remarquez que nous ne songeons peut-être pas assez en France à tout ce qu'a d'inviolable la dignité d'une ambassadeur. Permis encore de discuter les respects devant s'attribuer au représentant d'un roi absolu! Mais l'ambassadeur d'un pays constitutionnel comme la France et l'Angleterre, c'est le mandataire du pays lui-même, c'est le pays incarné en quelque sorte; et quelle que soit l'étourderie ou l'imprudence d'un chef diplomate, le mandat dont il est revêtu qui a reçu doit couvrir ses fautes et lui attirer tous les respects chez la nation où il est accrédité.

Voyez combien l'Angleterre est plus conséquente et plus fière que nous! Naguère son ambassadeur à Constantinople, lord Ponsonby, a commis des fautes énormes; le pays tout entier le savait, mais le pays ne l'en soutenait pas moins. On avait vu Churchill avait blessé les mœurs et coutumes des Turcs; on savait qu'il en avait été légitimement puni: les exigences de l'ambassadeur, on les trouva injustes, comme excessives; et cependant pas un orateur des communes, pas un journal de Londres, n'a critiqué lord Ponsonby, quels que fussent ses torts.

Je disais donc que la Suisse et nous redeviendrons bientôt amis; et même tout serait déjà terminé depuis longtemps si l'avis de M. Thiers eût été adopté. M. Thiers voulait prévenir les discussions de la diète en investissant brusquement quelques cantons suisses, notamment Genève et ses dépendances.

Et même tout serait déjà terminé si ce n'était ces jeunes députés ardens que le calme de l'avoyer, M. Cotharnar, exaspère. Et ce qu'il y a de remarquable, c'est que ce sont ceux qui ont fait leurs études à Paris, tous jeunes gens de 25 à 30 ans, qui montrent le plus d'emportement contre la France, leur deuxième patrie; les condisciples de MM. Gasparin et Guizot se montrent beaucoup plus traitables: je veux dire ceux qui ont fait leurs études en Suisse.

La paix serai déjà faite, sans ce double jeu que veut jouer la cour, laquelle fait écrire des lettres sentimentales à M. Mounard, et même à ce respectable M. de Fellenberg, patriote assez simple pour accepter de telles tromperies.

Toutefois, et ceci est un signe de paix, vous remarquerez que l'envoyé suisse, M. de Tscharner, n'est point parti. Sensible aux suggestions et aux cajoleries de Neuilly, il a consenti à ne dire malade, afin de prolonger ici son séjour. Nous aurons de la sorte deux ambassadeurs: un là-bas, et l'autre ici, lequel écrira docilement les lettres qu'en lui aura dictées. Toujours double jeu, jeu de diplomatie, laquelle ne tient ses cartes sur table qu'alors qu'elles sont nées.

CONSEIL DE LA 2me. MUNICIPALITE.

Séance extraordinaire du 26 Novembre 1836.

Le conseil s'est assemblé extraordinairement.

Une demi heure après l'heure fixée, le Recorder ayant appelé les membres à l'ordre et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, Mr. Fazende seul a répondu à l'appel.

Absents: Messrs. Marigny, Duvigneaud, Percy et Lara.

Mr. Kilshaw est absent par cause de maladie, et Mr. Lessepe par congé

Le conseil n'étant pas en quorum, s'est ajourné à mercredi prochain, 30 du courant.

Pour copie conforme,

J. B. [illegible] AMAND, Secrétaire.

Décédé hier après midi, le capitaine ANTOINE COUTOIR, âgé d'environ 60 ans. Ses amis et connaissances sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu ce soir, à 4 heures. Le convoi partira du No. 29, rue St. Philippe.

UNE famille créole, dans laquelle le Français et l'Anglais sont parlés, désire prendre quelques pensionnaires: elle peut loger deux personnes: la table est bien servie et la cuisine parfaitement faite.

S'adresser au No. 21, rue Bourbon, entre Conti et Douane. 29 nov—2

DERNIERES DATES.

Boston.....	11 nov	Tampico.....	18 oct.
New York.....	19 nov	Mexico.....	15 oct.
Philadelphie...	19 oct	Londres.....	15 oct.
Baltimore.....	16 nov	Liverpool.....	16 oct.
Washington....	15 nov	Paris.....	25 oct.
Charleston.....	19 nov	Havre.....	16 oct.
Havane.....	10 nov	Bordeaux.....	16 sept

COMMERCIAL.

NLLE ORLEANS, 28 nov. 1836.

VENTES DE COTON HIER.

1041	balles Mississipi		15 1/8
580	do	do	15 1/8
163	do	do	17
163	do	do	15 1/8
700	do	do	prix inconnus
301	do	Louisiane	15
66	do	do	15 1/16
40	do	do	16
173	do	District de l'Ouest	14 1/4
135	do	do	14 1/2
3262			

ETAT DU COTON

Existences sur place et à bord de nav jusqu'au 27 novembre	107,399 balles
Reçu hier	5494 "
	112,833 "
Exporté hier	1,247 "
Existences en mains et à bord de nav.	111,586 "

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

Navire Elizabeth, Airey, Liverpool, McGregor, Reed & co.

Goëlette Congress, Williams, Matagorda Bay, T Toby & Bros.

Goëlette Tantivy, Pitcher, Savannah, L D C Wood.

Goëlette Van Buren, Jaurezburg, de Brazoria, W Bryan

Arrivés.

Bateau de remorque Pilot, Morrison, des Passes, avec le navire Franklin, et les goëlettes Julius César et Edward O'Brien.

Bateau de remorque Hudson, Howrin, des Passes, avec la barque Ophir, et les bricks Harriet et Damon

Navire Franklin, Jordon, de New York

Barque Ophir, Bittingham, de New York

Brick Harriet, Woodberry, de Boston.

Brick Damon, Outerbridge, de Tampa Bay

Goëlette Edward O'Brien, Watts, de la Mobile

Goëlette Julius César, Moore, de Velasco

Goëlette Johannes, Barr, de la Mobile

Goëlette Corine Monro, de la Mobile

Goëlette Enterprise, ... du Lac

Bateau à vapeur Mississippian, Gillet, de Columbia

Bateau à vapeur Watchman, Murray, de Pensacola

Bateau à vapeur Général Gaines, Reid, de Louisville.

Bateau à vapeur Augusta, Williams, de Vicksburg

THEATRE D'ORLEANS.

JEUDI, 1er Décembre 1836,

La première représentation de

Une aventure sous Charles IX.

Drame nouveau en 3 actes, de Frédéric Soulié.

Précédé de

LA LETTRE DE CHANGE,

Opéra comique en 1 acte.

☞On commencera à 6½ heures.

Théâtre St. Charles.

Troisième début de Madame Shaw, et deuxième de celui de Mr Barton.

Ce soir, Mardi 29 novembre, on donnera la tragédie de Shakspeare, intitulée

ROMEO & JULIETTE.

Mercutio..... Mr Barton—Juliette..... Mde Shaw

On donnera la grande Ouverture de Die Zauberflotte.

Le spectacle sera terminé par la petite pièce, intitulée

WEATHERCOCK

☞En répétition—le "Youthful Queen" et l'opéra italien "Generantola."

☞Les personnes qui ont retenu des loges pour l'opéra italien, sont priées de venir prendre leurs billets au Bureau de Location.

Théâtre Américain.

Mardi 29 Novembre 1836,

Sera représenté la célèbre tragédie, intitulée

KINGS FOOL

OR THE

OLD MAN'S CURSE,

Après la pièce, une danse militaire par Mr. et Mde. Bennie.

JIM CROW par Mr Eversull.

Le spectacle sera terminé par le vaudeville de

YOUTHFULL QUEEN.

MAIRIE DE LA NLLE. ORLEANS.

LE prix de la farine fraiche est aujourd'hui de neuf piastres vingt cinq sous le baril; d'après le tarif les boulangers donneront pendant la semaine prochaine, à partir de lundi 28 du courant, 33 onces de pain pour un escalin. Les pains de trois pour un escalin devront peser 25 pour cent en sus.

28 nov— D. PRIEUR, maire.

Mairie de la Nelle. Orléans

Vente à l'encan par F. Duitlet, encanteur.

CONFORMENT à une ordonnance du Conseil de la Première Municipalité, avis est donné que, jeudi, 8 Décembre prochain, à 4 heures de l'après midi, dans le terrain de la ville, en face des nouvelles prisons, rue d'Orléans, il sera vendu à l'encan, divers matériaux, tels que carreaux, cadres de portes et fenêtres, perches, &c.

Conditions, au moment de la vente.

29 nov D. PRIEUR, Maire.

Pour Lafourche Intérieure et les lieux intermédiaires.

RIS, capt S S Massie, partira pour le port ci-dessus et les ports intermédiaires, mercredi à 4 heures de l'après midi. Ce steamboat a de beaux emménagemens.—Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à

GALLWEY & BOUDOUSQUIE,

29 nov 31, rue de la Commune.

Pour Liverpool—Le navire A1 YORK, capitaine Lord, du marche supérieure, ayant la plus grande partie de son chargement engagée, partira sous peu. Pour le reste du fret ou passage s'adresser à

LEVI H. GALE,

29 nov 93, rue de la Commune.

POUR CHARLESTON—La goëlette de première classe et fine voilière EDWARD O'BRIEN, capitaine Watts, est en chargement à la cale, et prendra un chargement sur le pont soit à la côte ou en ville. Pour les conditions, s'adresser à BAILEY & ABBOTT,

29 nov 14, rue Bienville.

Pour la Havane—La belle goëlette fine marcheuse LOVELY RESIA, capitaine M Williams, sera expédiée sous peu pour le port ci-dessus. Pour fret ou passage s'adresser au capitaine à bord ou à

R GRONING & Co.

29 nov

POUR NEW YORK—Le navire OHIO, capitaine Garvin, est prêt pour recevoir du fret et montera la côte pour 300 boucaus de sucre—S'adresser au capitaine à bord, vis-à vis la rue Hopital ou à

HOSKINS & WILCOCKS

28 nov

A Louer—La maison située à l'encoignure des rues Jackson et Nafades, occupée maintenant par M E W Gregory. Pour les conditions s'adresser à

J R ST. JOHN, GREGORY & Co,

29 nov 60, rue de Chartres.

Loterie d'Alexandrie B.

Tirée à Washington City, le 24 Novembre.

GROS LOTS.

$50,000, 20,000, 10,000, 5,000, 4,000, 3,190, 3,000, 2,000; 50 de 1,000; 50 de 500, &c. &c.

Billets $10; moitié 5

Les ordres seront reçus promptement en s'adressant à YATES & M'INTYRE,

29 nov—3 Nouvelle-Orléans.

EL Signor Louis Ravaglios, premier tenor lié de l'Opéra Italien, de retour à la Nouvelle Orléans, a l'honneur de prévenir le public qu'il donnera des leçons de chants avec accompagnement de piano. S'adresser au bureau des billets du Théâtre St. Charles.

29 nov—3

Banque de Commerce.

Nlle Orléans, 28 novembre 1836.

TRAITES à vue sur New York, à vendre à cette institution

29 nov ED. DUPLESSIS, caissier.

Soieries et Nouveautés.

MESSRS. BINOCHE FRERES ont l'honneur de prévenir les dames qu'ils ouvriront cette semaine, un nouveau choix de soieries et autres articles de nouveauté qu'ils reçoivent par l'Olympia.

29 nov 123, rue Royale près la rue St. Louis.

30 Caisses Sauce de Tomate, reçu et à vendre par

29 nov J. S. SLOAN,

24, rue Poydras

50 Barils Eau de vie américaine, reçus en magasin et à vendre par J. S. SLOAN,

29 nov 24, rue Poydras

A VENDRE par Harod & Quarles—50 demi pipes Eau de vie de Cognac;

100 paniers Huile d'olive;

100 caisses Fruits à l'eau de vie; en débarquement de l'Emélie Gabrielle. 29 nov

Genièvre—75 barils genièvre américain, reçus et à vendre par J S SLOAN,

29 nov 24, rue Poydras

EAU DE VIE—10 pipes eau de vie de Cognac, reçus et à vendre par J S SLOAN,

29 nov 24, rue Poydras

AVIS.—Abraham Jacobs, rue Gravier, no 19, a l'honneur d'informer le public qu'il paie le plus haut prix pour le linge et habillemens rejetés.

Il continue à dégraisser les habillemens de manière à plaire et à bas prix. 29 nov—3

UN professeur d'anglais retourné en plusieurs établissemens de la ville et qui fait parler français désire donner des leçons particulières. S'adresser à sa résidence, rue Jules, no 101, ou au bureau de cette feuille. 29 nov 3

DEMANDE—Un monsieur américain et sa dame désirent trouver logement et pension dans une famille française où l'on parle principalement en entretenant la langue française. Une famille retirée serait préférée, et le se flattent de s'y rendre les moyens agréables. Adresser lettre 251, bureau de la Poste. 29 nov—3

CONSEIL DE LA 2me. MUNICIPALITE.

Le conseil s'est assemblé extraordinairement.

Une demi heure après l'heure fixée, le Recorder ayant appelé les membres à l'ordre et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, Mr. Fazende seul a répondu à l'appel.

Absents: Messrs. Marigny, Duvigneaud, Percy et Lara.

Mr. Kilshaw est absent par cause de maladie, et Mr. Lessepe par cong